

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 SEPTEMBRE 1919

Projet de loi relatif aux indemnités de vie chère à accorder
par les communes à leurs agents salariés (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. PÉPIN.

MESSIEURS,

Le projet primitif soumis aux délibérations de la Chambre avait pour but d'obliger les communes qui se sont désintéressées jusqu'à ce jour du sort que l'excessive cherté de la vie crée à leurs employés, à réparer la faute commise par leur négligence.

Un amendement du Gouvernement transmis à la Section centrale demande d'ajouter au titre de la loi, après les mots : par les communes, « et par les administrations charitables ».

Cet amendement a pour but de mettre sur le même pied que les agents communaux, au point de vue de l'indemnité de vie chère, tous les employés rétribués des institutions charitables.

Tel qu'il est conçu, ce projet tient compte des réclamations que les intéressés ont fait valoir à plusieurs reprises auprès de la législature et des observations des membres de celles-ci, qui s'en sont fait l'écho.

Le problème tel qu'il est posé est très complexe. Il s'agit en effet de venir en aide à certains agents communaux d'une part, et d'employés des bureaux de bienfaisance, des hospices civils et des monts-de-piété d'autre part, pour qui les autorités locales et les conseils d'administration de ces institutions charitables, n'ont rien fait pour améliorer le sort de leurs fonctionnaires et agents.

(1) Projet de loi n° 261.

(2) La Section centrale, présidée par M. BERTRAND, était composée de MM. GOETHALS (Frans), BERLOZ, LÉONARD, TERLINDEN, ERNEST et PÉPIN.

Il est certain que l'autonomie communale n'est pas respectée dans toute son entièresité par ce projet de loi; mais comme M. le Ministre de l'Intérieur le fait valoir dans l'Exposé des motifs, il y a un précédent dans notre droit administratif : c'est la loi qui a fixé le traitement des secrétaires et des receveurs communaux.

Dès lors, il n'y a aucun motif pour que ce ne soit pas la loi qui vienne en aide aux autres agents locaux, pour fixer également, en présence de la situation pénible dans laquelle ils se trouvent, des indemnités qui leur permettent de vivre d'une façon convenable, de leur travail. L'intervention de la loi a ici pour motif une raison supérieure d'humanité.

Les députations permanentes des conseils provinciaux qui ont les communes et les institutions charitables sous leur tutelle, sont chargées de juger et d'apprécier l'opportunité et le taux de ces indemnités pour chaque cas, et de les reviser trimestriellement s'il y a lieu.

Il est bien entendu que dans les communes et les institutions charitables qui ont déjà accordé des indemnités de vie chère, celles-ci seront défalquées. Il en serait de même, si les administrations communales et les administrations des institutions charitables avaient accordé des augmentations exceptionnelles de traitement équivalentes ou supérieures.

En outre l'esprit de la loi veut que les indemnités ne soient pas accordées en double; que si un fonctionnaire a déjà reçu une indemnité de vie chère convenable en vertu d'une autre fonction qu'il remplit, il n'aura plus droit à une seconde indemnité.

Il doit en être de même pour les membres d'une même famille.

Le projet de loi qui est soumis à la présente législature s'impose et revêt un caractère d'urgence, parce qu'il est des communes et des institutions charitables qui ont déjà accordé des suppléments de traitement à leurs agents, tandis que d'autres — et c'est le petit nombre — n'ont pas cru devoir le faire.

Il est vrai que dans certaines localités, on objecte que les agents communaux ne consacrent à leur service qu'une partie de leur temps; d'autre part, certaines institutions charitables prétendent que leurs employés ne devant leur accorder qu'un très léger travail et qu'étant toujours choisis parmi le personnel des administrations communales, ils jouissent à ce titre des indemnités de vie chère; en outre, certaines de ces institutions objectent que le travail est si peu important et la rémunération si minime, que l'indemnité serait dérisoire et sans objet.

Toutes ces objections tombent en présence de ce projet de loi, attendu que chaque cas en particulier sera soumis à la Députation permanente, qui en dernière analyse, se prononcera et pourra, le cas échéant, reviser ses décisions tous les trois mois.

Comme je l'ai dit plus haut, le projet primitif ne visait que les administrations communales, mais le Gouvernement a cru devoir amender son projet dans le sens de mettre les agents des administrations charitables

sur le même pied que ceux des communes. C'est pourquoi la Section centrale, adoptant la manière de voir du Gouvernement, présente à la Chambre un texte nouveau et étendu, différant du texte primitif.

Votre Section centrale a admis le projet à l'unanimité et engage la Chambre à le voter d'urgence.

Le Rapporteur,
L. PEPIN.

Le Président,
LOUIS BERTRAND.

I.

**Amendements
présentés par la Section centrale.**

TITRE :

Projet de loi sur les indemnités de vie chère à accorder par les communes et par les établissements publics de bienfaisance et les monts-de-piété à leurs agents salariés.

TEXTE :

ARTICLE UNIQUE.

A partir du 1^{er} octobre 1916 et jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement par la Députation permanente du Conseil provincial, les Communes, les bureaux de bienfaisance, les commissions administratives des hospices civils et les commissions administratives des monts-de-piété, sont tenues d'allouer à leurs agents salariés, une indemnité de vie chère, dont le taux minimum, sujet trimestriellement à revision, est fixé, pour chaque commune, par le Collège précité, le Conseil communal entendu, ainsi que, en outre, l'établissement charitable quant aux agents dépendant de cet établissement.

**Amendementen door de Midden-
afdeeling voorgesteld.**

TITEL :

Wetsontwerp op den duurtebijslag, door de gemeenten, *alsmede door de openbare instellingen van weldadigheid en de bergen van barmhartigheid* te verleenē aan hunne bezoldigde bedienden.

TEKST :

EENIG ARTIKEL.

Vanaf 1 October 1916 en totdat de bestendige deputatie van den provincialen raad hieromtrent anders beslist, zijn de gemeenten, *de bureelen van weldadigheid, de bestuurscommissiën van de burgerlijke godshuizen en de bestuurscommissiën der bergen van barmhartigheid* gehouden, aan hunne bezoldigde bedienden een duurtebijslag te verleenē, waarvan het minimumbedrag, om de drie maanden te herzien, voor elke gemeente wordt bepaald door gezegd college, na den gemeenteraad en, bovendien, *de liefdadige instelling, indien het bedienden van deze instelling geldt*, te hebben gehoord.

II.

Bruxelles, le 8 septembre 1919.

*A Monsieur le Président de la Section centrale chargée de l'examen
du projet de loi sur les indemnités de vie chère à accorder par les
communes à leurs agents salariés.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir des amendements présentés par le
Gouvernement au projet de loi sur les indemnités de vie chère à accorder
par les communes à leurs agents salariés.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute
considération.

Le Ministre de l'Intérieur,

BON DE BROQUEVILLE.

**Amendements présentés par
le Gouvernement.**

TITRE DE LA LOI :

Ajouter après les mots : « par les communes » « et par les administrations charitables ».

TEXTE DE LA LOI :

Ajouter un article 2 ainsi conçu :

A partir du 1^{er} octobre 1916, et jusqu'à ce qu'il soit décidé autrement par la Députation permanente du conseil provincial, les communes, les bureaux de bienfaisance, les commissions administratives d'hospices civils et les commissions administratives des monts-de-piété sont tenus d'allouer à leurs agents salariés, une indemnité de vie chère, dont le taux minimum, sujet trimestriellement à revision, est fixé, pour chaque commune, par le collège précité, le bureau de bienfaisance, la commission administrative des hospices civils ou la commission administrative du mont-de-piété entendu ainsi que le conseil communal.

**Amendementen door de Regeering
voorgesteld.**

TITEL DER WET :

Na de woorden : « door de gemeenten » toe te voegen « en door de liefdadige besturen ».

TEKST DER WET :

Een artikel 2 toe te voegen, luidende :

Te rekenen van 1 October 1916 en totdat er door de bestendige deputatie des provincieraads anders over beslist worde, zijn de gemeenten, de weldadigheidsbureelen, de bestuurlijke commissies van burgerlijke godshuizen en de bestuurlijke commissies der bergen van barmhartigheid gehouden aan hunne bezoldigde agenten een duurtetoeslag toe te kennen, waarvan het minimum-bedrag, alle drie maand aan herziening onderhevig, voor elke gemeente wordt bepaald door voornoemd college, na het weldadigheidsbureel, de bestuurlijke commissie der burgerlijke godshuizen of de bestuurlijke commissie van den berg van barmhartigheid alsmede den gemeenteraad gehoord te hebben.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 SEPTEMBER 1919.

Wetsontwerp op den duurtebijslag, door de gemeenten te verleen
aan hunne bezoldigde bedienden ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PEPIN.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp, dat aanvankelijk aan de Kamer ter behandeling werd voorgelegd, had ten doel de gemeenten, die tot nog toe onverschillig bleven voor den toestand waarin hunne bedienden ten gevolge van de levensduurte zijn gebracht, te verplichten de fout, door hunne nalatigheid veroorzaakt, te herstellen.

De Regeering heeft, bij wijze van amendement overgemaakt aan de Middenafdeeling, gevraagd om aan den titel der wet, na de woorden : « door de gemeenten », toe te voegen : « alsmede door de openbare instellingen van weldadigheid ».

Dit amendement heeft ten doel, al de bezoldigde bedienden der liefdadige instellingen op gelijken voet te stellen met de gemeentebeambten, wat den duurtetoeslag betreft.

Zooals het is opgevāt, houdt dit ontwerp rekening én met de bezwaren, welke de belanghebbenden herhaaldelijk deden gelden bij de Wetgevende Kamers, én met de bemerkingen, door de Kamerleden in 't midden gebracht.

De zaak, zooals zij zich voordoet, is zeer ingewikkeld. Het is er inderdaad om te doen, te hulp te komen aan sommige gemeentebedienden, eenerzijds,

(1) Wetsontwerp, n° 261.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer BERTRAND, bestond uit de heeren GOETHALS (Frans), BERLOZ, LÉONARD, TERLINDEN, ERNEST en PEPIN.

en aan bedienden der weldadigheidsbureelen, der burgerlijke godshuizen en bergen van barmhartigheid, anderzijds, voor wie de plaatselijke overheid en de beheerraden van deze liefdadige instellingen niets hebben gedaan om den toestand hunner beambten en bedienden te verbeteren.

Ongetwijfeld wordt de gemeentelijke zelfstandigheid door het wetsontwerp niet volkomen geëerbiedigd; doch, zooals de Minister van Binnenlandsche Zaken het in zijne Memorie van Toelichting doet gelden, bestaat er een voorgaande in ons bestuurlijk recht: namelijk de wet tot vaststelling van de jaarwedde der gemeentesecretarissen en der gemeenteontvangers.

Er bestaat bijgevolg geen enkele reden opdat de wet niet ten voordeele van de overige plaatselijke bedienden zou tusschenbeide komen om insgelijks, ten aanzien van den pijnlijken toestand waarin zij verkeerden, vergoedingen te bepalen, waardoor zij op een behoorlijke wijze van hun arbeid zouden kunnen leven. Hier steunt de tusschenkomst der wet op eene hogere reden van menschelijkheid.

De bestendige deputatiën der provinciale raden, onder welker voogdij de gemeenten en de liefdadige instellingen staan, zijn gelast te oordeelen en uitspraak te doen over de gepastheid en het bedrag dier vergoedingen naar elk geval en ze, zoo noodig, om de drie maanden te herzien.

Het is wel verstaan dat, waar de gemeenten en de liefdadige instellingen reeds duurtelbijlagen hebben toegekend, deze zullen afgetrokken worden. Evenzoo, wanneer de gemeentebesturen en de besturen der liefdadige instellingen uitzonderlijke weddeverhoogingen van gelijk of van hooger bedrag hebben verleend.

Bovendien mogen er, volgens den zin der wet, geen vergoedingen in dubbel toegekend worden; heeft een ambtenaar reeds een behoorlijken duurtetoeslag bekomen uit hoofde van eene andere betrekking die hij vervult, dan heeft hij geen aanspraak meer op eene tweede vergoeding.

Dit geldt eveneens voor de leden eener zelfde familie.

Het onderhavige wetsontwerp dringt zich op en is spoedeischend, omdat er gemeenten en liefdadige instellingen zijn, die reeds aanvullende wedden aan hunne beambten hebben verleend, terwijl andere — het kleinste getal — meenden dit niet te moeten doen.

Wel is waar, werpt men in sommige gemeenten op, dat de gemeentebeambten slechts een gedeelte van hun tijd aan hun dienst besteden; anderzijds, beweren sommige liefdadige instellingen dat, wijl hunne bedienden slechts een geringen arbeid moeten leveren en zij altijd worden gekozen onder de beambten der gemeentebesturen, zij in die hoedanigheid duurtelbijlagen trekken; daarenboven doen sommige dezer instellingen gelden dat het werk zoo weinig belangrijk en de vergelding zoo gering is, dat de vergoeding bespottelijk en ondoelmatig zou zijn.

Ten aanzien van dit wetsontwerp vervallen al die bezwaren, daar elk geval afzonderlijk zal voorgelegd worden aan de bestendige deputatie welke in hoogsten aanleg zal uitspraak doen en, zoo noodig, hare beslissingen om de drie maanden kan herzien.

Zooals hierboven werd gezegd, bedoelde het aanvankelijk ontwerp slechts de gemeentebesturen, doch de Regeering achtte het noodig haar ontwerp te wijzigen, zoodat de bedienden der liefdadige instellingen op gelijken voet met die der gemeenten worden behandeld. De Middenafdeeling, die de zienswijze der Regeering deelt, stelt daarom aan de Kamer een nieuwen en ruimen tekst voor, verschillend van den eersten.

Uwe Middenafdeeling heeft het ontwerp eenparig goedgekeurd en zet de Kamer aan het zonder verwijl aan te nemen.

De Verslaggever,

L. PEPIN.

De Voorzitter,

LOUIS BERTRAND.

I.

**Amendements
présentés par la Section centrale.**

TITRE :

Projet de loi sur les indemnités de vie chère à accorder par les communes et par les établissements publics de bienfaisance et les monts-de-piété à leurs agents salariés.

TEXTE :

ARTICLE UNIQUE.

A partir du 1^{er} octobre 1916 et jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement par la Députation permanente du Conseil provincial, les Communes, les bureaux de bienfaisance, les commissions administratives des hospices civils et les commissions administratives des monts-de-piété, sont tenues d'allouer à leurs agents salariés, une indemnité de vie chère, dont le taux minimum, sujet trimestriellement à revision, est fixé, pour chaque commune, par le Collège précité, le Conseil communal entendu, ainsi que, en outre, l'établissement charitable quant aux agents dépendant de cet établissement.

Amendementen door de Midden-afdeeling voorgesteld.

TITEL :

Wetsontwerp op den duurtebijslag, door de gemeenten, alsmede door de openbare instellingen van weldadigheid en de bergen van barmhartigheid te verleen en aan hunne bezoldigde bedienden.

TEKST :

EENIG ARTIKEL.

Vanaf 1 October 1916 en totdat de bestendige deputatie van den provincialen raad hieromtrent anders beslist, zijn de gemeenten, de bureelen van weldadigheid, de bestuurscommissiën van de burgerlijke godshuizen en de bestuurscommissiën der bergen van barmhartigheid gehouden, aan hunne bezoldigde bedienden een duurtebijslag te verleen, waarvan het minimumbedrag, om de drie maanden te herzien, voor elke gemeente wordt bepaald door gezegd College, na den Gemeenteraad en, bovendien, de liefdadige instelling, indien het bedienden van deze instelling geldt, te hebben gehoord.

II.

Brussel, 8 September 1919.

Aan den heer Voorzitter van de Middenafdeeling, belast met het onderzoek van het wetsontwerp op den duurtebijslag, door de gemeenten te verleen en aan hunne bezoldigde bedienden.

MIJNHEER DE VOORZITTER,

Ik heb de eer U de amendementen te doen geworden door de Regeering voorgesteld op het wetsontwerp betreffende den duurtebijslag, door de gemeenten te verleen en aan hunne bezoldigde bedienden.

Gelieve, Mijnheer de Voorzitter, de verzekering mijner hoogachting te aanvaarden.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

BON DE BROQUEVILLE.

**Amendements présentés par
le Gouvernement.**

TITRE DE LA LOI :

Ajouter après les mots : « par les communes » « et par les administrations charitables ».

TEXTE DE LA LOI :

Ajouter un article 2 ainsi conçu :

A partir du 1^{er} octobre 1916, et jusqu'à ce qu'il soit décidé autrement par la Députation permanente du conseil provincial, les communes, les bureaux de bienfaisance, les commissions administratives d'hospices civils et les commissions administratives des monts de pitié sont tenus d'allouer à leurs agents salariés, une indemnité de vie chère, dont le taux minimum, sujet trimestriellement à revision, est fixé, pour chaque commune, par le collège précité, le bureau de bienfaisance, la commission administrative des hospices civils ou la commission administrative du mont-de-pitié entendu ainsi que le conseil communal.

**Amendementen door de Regeering
voorgesteld.**

TITEL DER WET :

Na de woorden : « door de gemeenten » toe te voegen « en door de liefdadige besturen ».

TEKST DER WET :

Een artikel 2 toe te voegen, luidende :

Te rekenen van 1 October 1916 en totdat er door de bestendige deputatie des provincieraads anders over beslist worde, zijn de gemeenten, de weldadigheidsbureelen, de bestuurlijke commissies van burgerlijke godshuizen en de bestuurlijke commissies der bergen van barmhartigheid gehouden aan hunne bezoldigde agenten een duurtetoeslag toe te kennen, waarvan het minimum-bedrag, alle drie maand aan herziening onderhevig, voor elke gemeente wordt bepaald door voornoemd college, na het weldadigheidsbureel, de bestuurlijke commissie der burgerlijke godshuizen of de bestuurlijke commissie van den berg van barmhartigheid alsmede den gemeenteraad gehoord te hebben.